

Les Tutsis congolais, menacés d'un génocide ?



Les réseaux sociaux aiguïssent les passions d'une guerre économique. Pour le chercheur américain Jason Stearns, « le Rwanda et l'Ouganda se sont engagés sur la voie d'une nouvelle guerre par procuration au Congo ».

COLETTE BRAECKMAN

La présence dans l'est du Congo d'une force militaire envoyée par les pays membres de la Communauté économique est-africaine inquiète plus qu'elle ne rassure car ces troupes sont loin de disposer des ressources qui étaient mises à la disposition de la Monusco. C'est ainsi que les militaires burundais déployés au Sud-Kivu manquent de moyens pour transporter les blessés et rapatrier les morts et les habitants de la région constatent que leur installation dans la zone de Fizi coïncide avec l'exploitation d'or et autres matières précieuses.

Au Nord-Kivu, si les forces kényanes ont repris certaines positions jusque-là occupées par le M23, elles n'ont pas pour autant cédé ces territoires à l'armée congolaise et l'apparition de cette « zone tampon » fait redouter la séparation d'une partie du nord-est congolais.

Des informations diffusées depuis Kigali nourrissent également les craintes concernant les Tutsis congolais : des leaders de la société civile, comme les porte-parole de l'association citoyenne Lucha, sont mis en cause pour des propos qui inciteraient à la haine ethnique et il est un fait qu'au début du conflit, des Tutsis congolais ont été menacés et même lynchés. Si des manifestations d'hostilité sont bien réelles, il s'agit – jusqu'à présent – de cas isolés, qui ne peuvent se comparer aux tueries perpétrées lors du génocide des Tutsis du Rwanda en 1994. Rappelons aussi qu'à cette époque, c'est l'autorité publique, représentée par des militaires, des

bourgmestres et des fonctionnaires, qui fournissait des armes aux tueurs ainsi que les arguments de la radio des Mille Collines. Au Congo, rien de tel ne s'observe : à plusieurs reprises, le président Tshisekedi et ses porte-parole ont mis en garde contre les gestes d'hostilité à l'égard de ressortissants congolais d'origine tutsie tout en stigmatisant les rebelles du M23 qualifiés de « terroristes ».

Si des manifestations d'hostilité sont bien réelles, il s'agit – jusqu'à présent – de cas isolés, qui ne peuvent se comparer aux tueries de 1994

Kinshasa estime aussi que le président Kagame ne peut se présenter comme le protecteur attiré des Tutsis congolais et il rappelle que ces derniers, citoyens de la RDC, sont présents dans toutes les institutions du pays. Par contre, il est certain que, de manière ponctuelle, des groupes armés hutus, dont les FDLR (Forces démocratiques pour la libération du Rwanda) ou des milices d'autodéfense congolaises prêtent main-forte aux forces gouvernementales lors des affrontements avec le M23, considéré comme une force supplétive de l'armée rwandaise.

Campagnes de haine

Qu'en est-il des « campagnes de haine » qui se développeraient au sein de la population congolaise ? Emmanuel Rugarabura, qui fut président de la société civile du Sud-Kivu, joint par téléphone, estime « qu'à ce stade, ces accusations sont exagérées : les échanges commerciaux se poursuivent et bien des commerçants rwandais originaires de Cyanugu au Rwanda ont installé leurs échoppes du côté congolais, sans être inquiétés ».

Il ne nie cependant pas la réalité d'une « escalade verbale et médiatique » attisée par les réseaux sociaux, où les Banyamulenge (éleveurs tutsis vivant sur les hauts plateaux au-dessus de la ville d'Uvira, au Sud-Kivu) sont désignés comme boucs émissaires. Il constate aussi « un regain de nationalisme, une sorte de "ras-le-bol" » au sein d'une population congolaise qui se sent abandonnée et trahie : « Répondant à l'appel à la mobilisation, les jeunes s'engagent en masse et l'armée se réorganise. »

Pour Mouna Murhabazi, activiste des

Soutenant chacun une branche rivale du M23, Kigali et Kampala défendraient avant tout leurs intérêts économiques réciproques. © REUTERS.

droits de l'homme et directeur du Bves (Bureau des volontaires pour l'éducation et la santé), cette question de la haine ethnique est heureusement dépassée : « Au début de l'offensive du M23, on entendait des slogans "Mort aux Rwandais" et des enfants de Banyamulenges étaient ciblés. Mais depuis lors, tout le monde a compris : des enfants banyamulenges qui ont fui les combats ou quittent Makanika (le chef d'un groupe rebelle) sont accueillis dans les écoles de Bukavu et ils vivent avec les autres dans nos foyers... Les services de sécurité s'emploient à désamorcer les fake news et le président Tshisekedi lui-même s'est impliqué... »

Le politologue Bob Kabamba se montre cependant plus pessimiste : « Il est incontestable que des discours de haine circulent désormais sur les réseaux sociaux. J'entends parfois des affirmations telles que "On va les tuer", "On va les manger..." »

Pour lui, l'« ethnicisation » du discours ne vise pas seulement les Congolais rwandophones : « Je reviens du Katanga, où on entend des propos très violents à l'égard des Kasaiens, accusés d'être protégés par la présidence et de s'emparer des gisements miniers. Ces slogans répètent : "Nous sommes ici chez nous", "Ce qui doit arriver... va arriver..." »

Kigali et Kampala défendraient avant tout leurs intérêts économiques réciproques, bien éloignés du sort des Tutsis congolais

Bob Kabamba rappelle aussi les massacres dans l'Ituri et le fait que « dans le Bandundu, donc aux portes de Kinshasa, il y a des hostilités entre Bayaka et Bayeke, et même des appels au massacre... Les milices tribales et les discours d'exclusion apparaissent partout... »

Alors que des élections générales doivent se tenir d'ici fin décembre, les doutes persistent à propos de la faisabilité du scrutin et les sentiments d'appartenance communautaire se renforcent. L'arrestation de l'un des principaux

conseillers du président Tshisekedi, Fortunat Biselele, dit Bifort, lèzarde également le pouvoir : cet ancien « homme fort », issu du mouvement RCD Goma, soutenu naguère par le Rwanda, était l'un des principaux conseillers du chef de l'Etat et il s'est lui-même vanté d'avoir été à l'origine des accords économiques conclus avec le Rwanda.

Ces arrangements prévoyaient entre autres que l'or du Kivu transiterait par une raffinerie installée en grande pompe au Rwanda (et financée entre autres par des investisseurs anversois !).

Guerre par procuration

Pour le chercheur américain Jason Stearns, animateur du Congo Research Group, « le Rwanda et l'Ouganda se sont engagés sur la voie d'une nouvelle guerre par procuration au Congo : en plus d'autoriser les troupes ougandaises à opérer au Nord-Kivu, M. Tshisekedi a approuvé en 2021 un projet de construction de routes s'étendant depuis l'Ouganda jusqu'à Goma, ce qui a été perçu par Kigali comme "inamicalement". En outre, le président Tshisekedi avait autorisé que la société ougandaise Dott construise une route reliant directement le Nord-Kivu à l'Ouganda afin de faciliter le transport des personnes et celui des matières premières, ce qui prive ainsi le Rwanda de l'or, du café, du cacao, de la papaine, du coltan qui transitaient par son territoire avant d'être réexportés... »

Le chercheur Kwezi Mngqibisa, associé à l'Université de Johannesburg, souligne lui aussi « les intérêts qui se chevauchent : si le Rwanda et l'Ouganda peuvent avoir des intérêts légitimes en matière de sécurité, ils ont aussi d'énormes intérêts économiques : l'arc qui s'étend de Bunagana, sur la frontière ougandaise jusqu'à Goma, à la frontière rwandaise, couvre une ceinture minière contenant certains des plus grands gisements de coltan du monde (...). Les rebelles contrôlent des chaînes d'approvisionnement stratégiques mais informelles ; ils utilisent les recettes du trafic d'or, de diamants et de coltan pour acheter des armes, recruter et contrôler des mines, payer des fonctionnaires des douanes corrompus ainsi que des soldats et policiers... »

Soutenant chacun une branche rivale du M23, Kigali et Kampala défendraient donc avant tout leurs intérêts économiques réciproques, bien éloignés du sort des Tutsis congolais...



Si le Rwanda et l'Ouganda peuvent avoir des intérêts légitimes en matière de sécurité, ils ont aussi d'énormes intérêts économiques

Kwezi Mngqibisa

Chercheur associé à l'Université de Johannesburg

”